

II. Flux financiers

a) **Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement** (Tableaux 2.1.)

Avant d'examiner des chiffres plus récents, penchons-nous d'abord brièvement sur l'évolution mouvementée des deux dernières décennies. Les années septante ont été marquées par le recyclage des capitaux pétroliers et l'expansion incontrôlée de l'économie du crédit international. En conséquence, **les flux de capitaux privés** destinés aux pays en développement ont connu une croissance spectaculaire.

Dans les années quatre-vingt, la crise de l'endettement a ébranlé le système financier international. Les bailleurs de fonds ont brutalement restreint ou interrompu leurs crédits. En ce qui concerne la Suisse, les mouvements nets de capitaux privés destinés à ces pays ont fluctué entre -3 et +7 milliards de francs (soit entre -1.3% et +3,2% du PNB) selon les années.

Au début des années nonante, les mouvements de capitaux privés destinés aux pays en développement à revenus moyens ont recommencé à croître. Les flux en provenance de la Suisse ont déjà amorcé cette reprise en 1990, mais ils se sont repliés ensuite. Toutefois, en termes relatifs, leur niveau était encore quatre fois plus élevé en 1992 que celui des autres bailleurs de fonds.

Contrastant avec la volatilité des flux de capitaux privés, **l'aide publique au développement (APD)** accordée par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques a régulièrement augmenté en volume au cours des deux décennies écoulées. Par contre, l'aide est restée stationnaire en termes relatifs. Partie d'un niveau relativement bas, la Suisse a progressivement augmenté son aide publique. Sa performance s'est peu à peu rapprochée de celle de la moyenne des pays du CAD. Depuis 1991, la Suisse fait même mieux !

Les dons des organismes privés bénévoles ont longtemps représenté une part constante du PNB de la Suisse. Cette part a généralement correspon-

du au double de la moyenne réalisée par les pays membres du CAD. En 1991 et 1992, les dons privés ont fortement progressé et ont atteint 0,07% du PNB de la Suisse.

b) Relations entre le produit national brut (PNB), les flux de capitaux privés et l'aide publique au développement (Tableau 2.2.)

Il ressort de la comparaison entre les pays membres du CAD qu'il n'existe pas de corrélation significative entre le PNB par habitant, l'importance relative des flux de capitaux privés et celle de l'aide publique au développement. Il n'y a pas non plus de lien entre ces deux dernières variables. Ce fait apparaît clairement lorsqu'on compare les flux émis (en proportion du PNB) par des économies de taille semblable (Suisse et Suède par exemple). En 1992, la Suisse se trouvait au troisième rang du classement concernant les capitaux privés mais au 8e rang en ce qui concerne l'APD. Au cours de la même année, la Suède a occupé le 6e rang pour les flux privés et le 2e rang pour l'aide au développement. Le niveau de vie estimé selon le PNB par habitant est plus élevé en Suisse (premier rang) qu'en Suède (4e rang).

En 1992, plus de 80% des flux privés provenaient de six pays: Etats-Unis, Luxembourg, Australie, Suisse, France et Japon. Celui-ci a perdu le 1er rang qu'il avait occupé depuis le milieu des années quatre-vingt.

Lorsque nous comparons les flux d'aide publique au développement en provenance des pays membres du CAD, nous constatons que quatre pays dépassent actuellement l'objectif de 0,7% du PNB: la Norvège, la Suède, le Danemark et les Pays-Bas. Depuis dix ans, d'autres pays ont fait des progrès sensibles: la Finlande, la France, la Suisse et l'Italie, ainsi que le Portugal et l'Espagne qui sont de nouveaux membres du CAD. En revanche, les pays suivants ont reculé: les Etats-Unis, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Australie et l'Allemagne.

c) Flux de capitaux privés (Tableaux 2.3.)

Au cours des années 1970, les investissements de portefeuille (souscriptions d'obligations notamment) avaient augmenté le plus fortement. Les investissements directs avaient perdu la première place, sans cesser pour autant de croître. Ce changement de structure manifestait l'extension de l'économie du crédit international.

Peu après le début des années quatre-vingt, la crise de l'endettement a cassé cette tendance. Les flux nets de capitaux privés déclarés par les pays membres du CAD sont tombés de 0,68% du PNB en 1979-81 à 0,19% au cours de la période 1985-89. Quant aux flux annoncés par les autorités suisses, ils ont aussi diminué, mais ils sont restés à un niveau relativement élevé. Ils sont tombés d'environ 3% du PNB en 1979-81 à 0,7% au cours de la période 1985-89.

En 1990, les mouvements de capitaux privés en provenance des pays membres du CAD ont atteint leur niveau le plus bas avec un taux de 0,06% du

PNB. Cette contre-performance était due aux remboursements nets observés sous les rubriques "crédits à l'exportation" et surtout "investissements de portefeuille". Cependant, l'année suivante, ces flux sont redevenus positifs et en 1992, l'ensemble des flux privés ont atteint 0,19% du PNB des pays membres du CAD. Quant aux flux provenant de la Suisse, ils ont atteint un taux de 0,75% du PNB.

d) Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés
(Tableaux 2.4.)

L'absence d'une statistique des flux financiers aller et retour, par catégories, par branches économiques et par pays gêne considérablement l'analyse. Des chiffres annoncés par la Suisse ressortent toutefois quelques traits marquants des flux financiers privés destinés aux pays en développement:

- Traditionnellement, la majeure partie des **investissements directs** suisses se dirigeait vers quelques pays d'Amérique: le Brésil, le Mexique et l'Argentine. Ces pays sont fortement insérés dans l'économie mondiale et leur marché intérieur est important. Après 1981, les investissements directs destinés aux pays en développement ont fortement baissé. Ils ont connu une reprise spectaculaire de 1988 à 1990, puis la chute des investissements suisses en Amérique latine les a fait retomber. De 1990 à 1992, la part de ce continent est passée de 87% à 51% du total des investissements suisses.
- Les **crédits à l'exportation** avaient beaucoup augmenté au cours des années septante. En 1978, le mouvement des crédits nets, garantis ou non, d'une durée de plus d'un an, avait atteint près d'un milliard et demi de francs. Avec la crise de l'endettement, le flux des crédits a tari et le montant des remboursements a dépassé celui des nouveaux crédits. En 1992, le solde est enfin redevenu positif grâce à la forte progression des crédits accordés à des pays asiatiques.
- Au cours des années quatre-vingt, le montant des **engagements de la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE)** avait fortement baissé. Fin 1992, 81% du total des engagements de la GRE concernait des exportations destinées à des pays en développement. Selon la loi fédérale sur la GRE, la Confédération tient compte des principes fondamentaux de la politique de développement lorsqu'elle garantit des crédits destinés aux pays les plus défavorisés. A fin 1992, le montant total des garanties concernant ces pays s'élevait à 2,3 milliards de francs, soit 28% des garanties assurées par la GRE.
- Les **emprunts sur le marché suisse des capitaux** (émissions d'obligations et de reconnaissances de dettes à moyen terme) ont connu une expansion spectaculaire jusqu'au milieu des années quatre-vingt. En 1991 et 1992, les emprunts nets des institutions multilatérales ont redémarré, mais pas ceux des pays en développement.

e) **Aperçu des relations financières avec le monde** (Tableaux 2.5.)

La Banque Nationale Suisse publie aussi une statistique des **avoirs et des engagements à l'étranger des banques établies en Suisse**. La ventilation géographique des résultats de cette statistique est beaucoup plus détaillée. La BNS distingue les opérations que les banques effectuent pour leur propre compte (inscrites au bilan) des opérations qu'elles réalisent pour le compte et aux risques des clients (opérations fiduciaires). Les transactions effectuées à l'étranger par les comptoirs des banques suisses sont comprises dans la statistique. Les chiffres doivent être interprétés avec prudence. En effet, la position nette d'un pays est établie sur la base du domicile des débiteurs ou des créanciers connus, qui ne sont pas obligatoirement les débiteurs ou les créanciers effectifs. L'internationalisation des marchés financiers et l'activité des centres *offshore* affaiblissent aussi la pertinence des statistiques bancaires nationales.

Le total des avoirs **inscrits aux bilans** des banques s'élevait à 373 milliards de francs au 31 décembre 1992, celui des engagements à 309 milliards et le solde à 64 milliards. Quelle était alors la position des pays en développement? Les avoirs des banques suisses dans ces pays atteignaient 58 milliards (15,5% du total) et les engagements 91 milliards (29,4% du total). Le solde laissait donc apparaître un excédent des engagements de 33 milliards. En ce qui concerne les différentes régions en développement, on peut distinguer des positions débitrices nettes (Singapour, le Mexique, ainsi que la Corée) et créditrices nettes (les pays pétroliers du Moyen-Orient et la région des Caraïbes, ainsi que Taïwan).

Les résultats des opérations effectuées avec l'étranger pendant l'année 1992 laissent apparaître un renversement de la tendance observée précédemment. Les avoirs nets des banques suisses ont diminué de 1,7 milliards de francs dans les pays industrialisés mais augmenté de 6,7 milliards dans les pays en développement.

La statistique des avoirs et des engagements à l'étranger, à **titre fiduciaire**, présente des déséquilibres frappants. Le total des avoirs placés par les banques établies en Suisse pour le compte de leurs clients s'élevait à 272 milliards de francs au 31 décembre 1992, le total des engagements à 212 milliards et le solde à 60 milliards. Les placements dans des pays en développement (surtout dans la zone des Caraïbes) atteignaient 10,5 milliards (3,9% du total) et les engagements 107 milliards (50,3% du total). Le solde laissait donc apparaître un excédent des engagements de 96 milliards de francs. Pratiquement tous les pays en développement détenaient des positions créditrices nettes.

Au cours de l'année 1992, les avoirs nets à l'étranger en fonds fiduciaires ont diminué d'environ 2 milliards de francs. Ils ont baissé de 4,4 milliards dans les pays industrialisés et augmenté de 2,5 milliards de francs dans les pays en développement. On constate donc là aussi un renversement de la tendance, qui indique un léger regain de confiance des milieux financiers envers une partie des pays en développement.

REMARQUES

a) Interprétation des chiffres

Les tableaux 2.1. à 2.4. donnent un aperçu des résultats d'une enquête annuelle du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE à Paris. Cette enquête recense les opérations financières réalisées par les agents économiques des pays membres. On observe des distorsions importantes:

- Les statistiques indiquent les ressources financières mises à la disposition des pays en développement. Les flux de capitaux autres que ceux provenant de remboursements, qui résultent d'opérations financières effectuées par les résidents des pays en développement ne sont pas comptés.
- Les apports nets de ressources (appelés aussi versements nets ou encore flux nets) ne correspondent pas à des transferts nets. Les remboursements et les rapatriements de capitaux sont déduits, mais pas les paiements d'intérêts et de dividendes. Les réinvestissements de bénéfices sont comptés comme des apports de ressources.

Les statistiques du CAD surestiment donc les ressources mises à la disposition des pays en développement et sous-estiment les flux inverses. En outre, une partie des sorties de capitaux déclarées par les pays membres sont des réexportations. Cette remarque s'applique tout particulièrement à la place financière suisse.

Il est utile de se souvenir de ces distorsions au moment de consulter les tableaux statistiques. La plupart des données dont nous avons pu disposer ayant été réunies en fonction des critères du CAD, il n'a pas été possible de modifier les définitions qu'il a adoptées. Nous avons cependant indiqué les mouvements de capitaux privés avant l'aide publique au développement. Les flux financiers qui marquent le plus les relations entre la Suisse et le Tiers Monde apparaissent ainsi au début.

b) Classification des pays

La classification des pays correspond également aux normes du CAD. Elle diffère sensiblement des classifications que l'ONU (ou même l'OCDE) ont retenues pour leurs statistiques du commerce international. Le monde en développement défini par le CAD est beaucoup plus grand. Pour plus de précisions, voir point 4.2.

2.1. Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement

A. Mouvements nets déclarés par la Suisse (1990, 1991 et 1992)

Catégories	1990	1991	1992 p	1990	1991	1992 p
	En millions de francs			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	3'785.4	2'860.0	2'655.8	1.16	0.83	0.75
Aide publique au développement (2)	1'005.8	1'156.3	1'385.0	0.31	0.33	0.39
Autres apports publics (3)	-8.3	-4.9	-1.3	0.00	0.00	0.00
Dons des organismes privés bénévoles (4)	157.9	192.2	236.0	0.05	0.06	0.07
Total	4'940.8	4'203.6	4'275.5	1.51	1.22	1.21
dont flux assortis de:						
conditions du marché (= 1+3)	3'777.1	2'855.1	2'654.5	1.15	0.83	0.75
conditions libérales (= 2+4)	1'163.7	1'348.5	1'621.0	0.36	0.39	0.46
PNB de la Suisse	327'585	345'390	352'745			

Note: les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (voir indications de la page suivante).

Sources: La DDA en 1992, juillet 1993, tableau 1.

DDA et OFAEE, *Mémorandum 1992 de la Suisse au Comité d'aide au développement de l'OCDE*, juillet 1993, et informations complémentaires.

Notes: les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE:

- (1) **Les flux de capitaux privés** sont des apports de ressources aux conditions du marché en provenance de l'économie privée. Différentes formes de flux privés sont présentées dans les tableaux des sections 2.3. et 2.4.
- (2) **L'aide publique au développement (APD)** représente l'ensemble des flux financiers vers les pays en développement et les institutions multilatérales de financement en provenance de fonds publics (y compris, en ce qui concerne la Suisse, les prestations des cantons et des communes). Ces prestations sont en principe fournies dans le but essentiel de favoriser le développement économique des pays en développement et elles sont accordées à des conditions de faveur. Pour les composantes de l'APD, voir les tableaux de la section 3.
- (3) **Les autres apports du secteur public** comprennent tous les autres moyens mis à disposition des pays en développement par les collectivités publiques mais qui ne sont pas assortis de conditions de faveur. Dans le cas de la Suisse, il s'agit principalement de prêts de consolidation de dettes consentis par la Confédération.
- (4) **Les dons des organismes privés bénévoles** comprennent les prestations accordées par des institutions sans but lucratif.

Le produit national brut (PNB) de la Suisse est estimé aux prix (courants) du marché.

Dans les statistiques de l'OCDE, l'aide publique au développement s'est élevée à 0,36% en 1991 (au lieu de 0,33%) et à 0,46% en 1992 (au lieu de 0,39%). La Confédération s'acquitte de certaines contributions internationales par l'émission de *notes* dont l'encaissement intervient ultérieurement. Dans leurs réponses au questionnaire du Comité d'aide au développement concernant les versements effectués au titre de l'APD, les pays membres déclarent les montants des *notes* qu'ils ont émises. Dans les Comptes de la Confédération figurent les montants effectivement déboursés.

2.1. Aperçu général des flux financiers destinés aux pays en développement (fin)

B. Mouvements nets déclarés par l'ensemble des pays membres du CAD (1990, 1991 et 1992)

Catégories	1990	1991	1992 p	1990	1991	1992 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Capitaux privés (1)	9'790	25'589	35'270	0.06	0.15	0.19
Aide publique						
au développement (2)	52'955	56'678	60'420	0.33	0.33	0.33
Autres apports publics (3)	8'631	7'062	8'535	0.05	0.04	0.05
Dons des organismes						
privés bénévoles (4)	5'077	5'403	5'218	0.03	0.03	0.03
Total	76'453	94'731	109'443	0.48	0.55	0.60
dont flux assortis de:						
conditions du marché						
(= 1+3)	18'421	32'651	43'805	0.11	0.19	0.24
conditions libérales						
(= 2+4)	58'032	62'081	65'638	0.36	0.36	0.36
PNB des pays du CAD	16'073'000	17'076'900	18'303'000			

Voir aussi les notes de la page précédente.

Sources: OCDE, *Coopération pour le développement*, Rapport 1993, Annexe statistique, et informations complémentaires.

2.2. Relations entre le produit national brut, les flux nets de capitaux privés et l'aide publique au développement

Comparaisons entre les pays membres du CAD (1992)

Pays membres du Comité d'aide au développement	Produit national brut (PNB)				Flux nets de capitaux privés			Flux nets d'aide publique			
	Montants		Par habitant		Montants		Part du PNB	Montants		Part du PNB	
	Mia \$	%	Dollars	Rang	Mio \$	%		Mio \$	%	%	Rang
Etats-Unis	5'962	32.6	23'200	9	17'666	0.30	5	10'815	17.9	0.18	20
Japon	3'704	20.2	29'800	3	1'547	0.04	13	11'119	18.4	0.30	15
Allemagne	1'933	10.6	24'200	7	-	-		6'952	11.5	0.36	10
France (1)	1'320	7.2	23'000	10	1'701	0.13	8	7'823	12.9	0.59	6
Italie	1'203	6.6	20'800	13	772	0.06	12	4'122	6.8	0.34	13
Royaume-Uni	1'040	5.7	18'000	16	744	0.07	11	3'126	5.2	0.30	14
Espagne	573	3.1	14'700	18	-	-		1518	2.5	0.26	17
Canada	548	3.0	20'000	15	864	0.16	7	2'515	4.2	0.46	7
Pays-Bas	319	1.7	21'000	12	277	0.09	10	2'741	4.5	0.86	4
Australie	277	1.5	15'500	17	2'694	0.97	2	969	1.6	0.35	12
Suisse (2)	251	1.4	36'000	1	1'889	0.75	3	1'139	1.9	0.45	8
Suède	239	1.3	27'500	4	436	0.18	6	2'452	4.1	1.03	2
Belgique	223	1.2	22'300	11	803	0.36	4	832	1.4	0.37	9
Autriche	183	1.0	23'300	8	31	0.02	15	531	0.9	0.29	16
Danemark	137	0.7	26'500	5	-	-		1'392	2.3	1.02	3
Norvège	109	0.6	25'400	6	32	0.03	14	1'226	2.0	1.12	1
Finlande	104	0.6	20'600	14	-79	-0.08	16	644	1.1	0.62	5
Portugal	85	0.5	8'000	21	81	0.10	9	302	0.5	0.36	11
Irlande	43	0.2	12'000	19	-	-		69	0.1	0.16	21
Nouvelle-Zélande	38	0.2	10'900	20	-	-		97	0.2	0.26	18
Luxembourg	14	0.1	36'000	1	5'812	41.51	1	36	0.1	0.26	19
Total ou moyenne	18'304	100.0	22'900		35'270	0.19		60'420	100.0	0.33	

- (1) L'APD fournie par la France comprend l'aide aux territoires d'outre-mer (TOM). Par contre, la statistique exclut désormais les transferts aux départements d'outre-mer (DOM). Ces transferts ont été estimés à 2,1 milliards de dollars en 1991 (0,18% du PNB de la France).
- (2) L'estimation des flux suisses de capitaux privés ne tient pas compte des flux bancaires. D'autre part, l'APD suisse inclut, de même que l'aide fournie par d'autres pays, l'émission de notes que les bénéficiaires encaissent ultérieurement. Le montant de l'aide effectivement déboursée figure au tableau 2.1.A.

Notes: la statistique des flux nets de capitaux privés est incomplète.

Pour améliorer les comparaisons entre les pays membres du CAD, la statistique ne tient pas compte de l'annulation des créances commerciales ou militaires.

Sources: OCDE, *Coopération pour le développement*, Rapport 1993, Annexe statistique, et informations complémentaire.

2.3. Flux de capitaux privés destinés aux pays en développement

A. Mouvements nets déclarés par la Suisse (1990, 1991 et 1992)

Catégories	1990	1991	1992 p	1990	1991	1992
	En millions de francs			En % du PNB		
Investissements directs	4'022.0	2'113.1	1'477.4	1.23	0.61	0.42
Crédits à l'exportation	-800.0	-240.2	170.7	-0.24	-0.07	0.05
Investissements de portefeuille	563.4	987.0	1'007.7	0.17	0.29	0.29
Total	3'785.4	2'860.0	2'655.8	1.16	0.83	0.75
PNB de la Suisse	327'585	345'390	352'745			

Notes: les catégories de flux financiers figurant dans le tableau ont été définies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE:

- Les flux **d'investissements directs** correspondent à la variation de l'actif net que les filiales représentent dans la comptabilité de la société-mère. Ils ne sont pas forcément accompagnés de transfert de capitaux au sens de la définition de la balance des paiements donnée par le Fonds monétaire international. La statistique est établie à l'aide des données communiquées par les entreprises.
- **Les crédits à l'exportation** sont des prêts, garantis ou non, accordés pour une durée de plus d'un an pour l'achat de marchandises dans le pays créancier.
- **Les investissements de portefeuille** comprennent deux types de flux:
 - *Les apports bilatéraux: souscription d'obligations émises par des Etats du Tiers Monde ou par des sociétés établies dans des pays en développement, acceptation de reconnaissance de dettes (*notes*), achat de biens immobiliers de caractère non commercial, etc.
 - *Les apports multilatéraux: souscription de titres émis par les organisations internationales de développement.
- **Les flux bancaires**, qui représentent la variation annuelle des avoirs nets détenus par les banques résidentes (y compris les comptoirs à l'étranger) vis-à-vis des pays en développement, ne sont pas comptés dans ce tableau.

Pour davantage de précisions concernant les trois premières catégories de flux, voir notes au bas des tableaux de la section 2.4.

Sources: DDA et OFAEE, *Mémorandum 1992 de la Suisse au Comité d'aide au développement de l'OCDE*, juillet 1993, et informations complémentaires.

2.3. Flux de capitaux privés destinés aux pays en développement (fin)

B. Mouvements nets déclarés par l'ensemble des pays membres du CAD (1990, 1991 et 1992)

Catégories	1990	1991	1992 p	1990	1991	1992 p
	En millions de dollars			En % du PNB		
Investissements directs	26'271	22'621	24'925	0.16	0.13	0.14
Crédits à l'exportation	-401	1'156	455	-0.00	0.01	0.00
Investissements de portefeuille	-16'165	1'811	9'891	-0.10	0.01	0.05
Total	9'790	25'589	35'270	0.06	0.15	0.19
PNB des pays du CAD	16'073'000	17'076'900	18'303'000			

Note: la classification correspond à celle du tableau précédent.

Sources: OCDE, *Coopération pour le développement*, Rapport 1993, Annexe statistique, et informations complémentaires.

2.4. Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés destinés aux pays en développement

A. Investissements directs

1. Mouvements nets (1) par continent (1990, 1991 et 1992)

Continents (pays en développement)	1990 (2)	1991 (2)	1992 p	1990 (2)	1991 (2)	1992 p
	En millions de francs			En % du total		
Afrique	100.0	140.5	47.8	2.5	6.6	3.2
Amérique	3'504.0	1'522.5	757.7	87.1	72.0	51.3
Asie (3)	450.0	378.5	490.6	11.2	17.9	33.2
Europe (4)	-32.0	71.7	181.3	-0.8	3.4	12.3
Total	4'022.0	2'113.1	1'477.4	100.0	100.0	100.0

(1) Investissements bruts (y compris réinvestissements de bénéfices) moins rapatriement de capitaux (désinvestissements) = investissements nets. Les rapatriements de bénéfices ne sont pas pris en compte.

La statistique comprend les crédits à l'exportation accordés aux filiales d'entreprises suisses et les investissements directs des compagnies d'assurances. Les investissements directs des banques ne sont pas inclus.

(2) Chiffres révisés.

(3) Avec l'Océanie.

(4) Grèce, Portugal, Turquie et Ex-Yougoslavie.

Sources: DDA et OFAEE, *Mémorandum 1992 de la Suisse au Comité d'aide au développement de l'OCDE*, juillet 1993 et informations complémentaires.

2.4. Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés destinés aux pays en développement (suite)

A.2. Effectif du personnel employé par des entreprises suisses dans les pays en développement (1990 et 1991)

Continents (pays en développement)	1990	1991	1990	1991
	Effectif du personnel employé dans l'industrie		En % du total	
Afrique	10'072	10'531	7.3	7.4
Amérique	79'789	79'308	57.7	55.7
Asie et Océanie	44'737	48'711	32.4	34.2
Europe (1)	3'615	3'914	2.6	2.7
Total	138'213	142'464	100.0	100.0
	Effectif du personnel employé dans les services		En % du total	
Afrique	4'190	6'309	14.2	16.4
Amérique	10'257	14'837	34.7	38.7
Asie et Océanie	13'449	16'242	45.5	42.3
Europe (1)	1'648	991	5.6	2.6
Total	29'544	38'379	100.0	100.0
	Effectif total: industrie et services		En % du total	
Afrique	14'262	16'840	8.5	9.3
Amérique	90'046	94'145	53.7	52.1
Asie et Océanie	58'186	64'953	34.7	35.9
Europe (1)	5'263	4'905	3.1	2.7
Total	167'757	180'843	100.0	100.0

(1) Europe: Albanie, Chypre, Gibraltar, Malte, Turquie et Ex-Yougoslavie.

Sources: Banque National Suisse, *Bulletin mensuel*, et informations complémentaires.

2.4. Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés destinés aux pays en développement (suite)

B. Crédits à l'exportation

1. Mouvements nets (1) par continent (1990, 1991 et 1992). Crédits garantis de plus d'un an.

Continents (pays en développement)	1990	1991	1992
	En millions de francs		
Afrique	-220.6	-132.2	-32.5
Amérique	-212.8	-389.4	-133.1
Asie	-233.3	230.4	460.9
Europe	-133.3	51.0	-124.7
Total	-800.0	-240.2	170.7

(1) Nouveaux crédits moins remboursements = crédits nets. Les intérêts ne sont pas déduits des apports de la Suisse.

Sources: DDA et OFAEE, *Mémoire de la Suisse au Comité d'Aide au développement de l'OCDE*, juillet 1993 et informations complémentaires.

2.4. Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés destinés aux pays en développement (suite)

B. Crédits à l'exportation

2. Montants des engagements de la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE). Situation au 31 décembre 1990, 1991 et 1992

Continents (pays en développement)	1990	1991	1992	1990	1991	1992
	En millions de francs			En % du total		
Afrique	1'220	1'166	1'176	14.7	14.4	14.4
Amérique	1'991	1'727	1'629	24.0	21.4	19.9
Asie	2'147	2'494	2'601	25.9	30.9	31.8
Europe	1'160	1'196	1'229	14.0	14.8	15.0
Total pays en développement	6'517	6'583	6'634	78.6	81.5	81.0
dont:						
Pays les plus défavorisés (1)	1'648	1'752	2'302	19.9	21.7	28.1
Afrique	738	624	622	8.9	7.7	7.6
Amérique	29	23	3	0.4	0.3	0.0
Asie	881	1'105	1'677	10.6	13.7	20.5
Ensemble du monde	8'297	8'074	8'186	100.0	100.0	100.0

- (1) Selon l'article premier, 2e alinéa, de la loi fédérale sur la garantie contre les risques à l'exportation, la Confédération tient compte des principes fondamentaux de la politique suisse de développement lorsqu'elle garantit des crédits d'exportation destinés aux pays les plus défavorisés. Pour déterminer les cas auxquels cette disposition s'applique, le Conseil fédéral se fonde actuellement sur une liste de 67 pays les plus défavorisés.

Sources: Rapports sur les exercices annuels 1990, 1991 et 1992 de la Garantie contre les risques à l'exportation (GRE). Informations complémentaires fournies par le Bureau pour la GRE.

2.4. Répartition géographique des flux suisses de capitaux privés destinés aux pays en développement (fin)

C. Investissement de portefeuille. Emprunts nets (1) sur le marché suisse des capitaux (1990, 1991 et 1992)

Emprunteurs	1990	1991	1992	1990	1991	1992
	En millions de francs			En % du total		
Institutions internationales de financement du développement	328.9	937.0	852.7	58.4	94.9	84.6
Banque mondiale (BIRD)	214.2	509.4	-44.0			
Banque africaine de dév. (BAD)	-	-	-			
Banque interaméric. de dév. (BID)	-135.3	127.6	596.7			
Banque asiatique de dév. (ADB)	250.0	300.0	300.0			
Pays en développement	234.6	50.0	155.0	41.6	5.1	15.4
Afrique	-	-	-			
Amérique (2)	234.6	-	15.0			
Asie	-	50.0	140.0			
Europe	-	-	-			
Total	563.4	987.0	1'007.7	100.0	100.0	100.0

- (1) Emprunts sous forme d'obligations et de reconnaissances de dettes à moyen terme (*notes*) que les banques placent auprès du public ou auprès de leurs principaux clients. Les souscripteurs sont domiciliés en Suisse ou à l'étranger. Les montants empruntés par les pays en développement comprennent aussi des crédits bancaires. Les chiffres figurant dans le tableau représentent en principe des mouvements nets de capitaux (nouveaux emprunts moins remboursements), conformément aux directives du CAD. Cependant, en ce qui concerne les emprunts des pays en développement sur le marché suisse des capitaux, les remboursements ne sont pas comptés. D'autre part, comme dans les statistiques des autres pays membres du CAD, les paiements d'intérêts effectués par les débiteurs ne sont pas déduits des apports suisses.

- (2) Non compris les Bahamas, les Iles Vierges (Brit.), les Iles Caimans et les Antilles néerlandaises.

Sources: DDA et OFAEE, *Mémorandum 1992 de la Suisse au Comité d'aide au développement de l'OCDE*, juillet 1993 et informations complémentaires.

2.5. Aperçu des relations financières avec le monde

A. Autorisations d'exporter des capitaux (1990, 1991 et 1992) (1)

Groupes de pays	1990	1991	1992	1990	1991	1992
	En millions de francs			En % du total		
Europe	18'142	18'531	20'470	41.6	43.6	54.6
Communauté européenne et						
AELE	16'756	17'848	20'106	38.4	42.0	53.6
Autres pays d'Europe occid. (2)	485	219	276	1.1	0.5	0.7
Pays de l'Est (3)	901	464	88	2.1	1.1	0.2
Afrique (4)	518	488	396	1.2	1.1	1.1
Amérique	11'022	8'514	6'506	25.3	20.1	17.4
Etats-Unis, Canada	7'683	6'443	4'971	17.6	15.2	13.3
Caraïbes	2'798	1'950	1'142	6.4	4.6	3.0
Amérique latine	541	121	393	1.2	0.3	1.0
Asie, Océanie	13'953	14'928	10'121	32.0	35.2	27.0
Moyen-Orient (5)	277	710	344	0.6	1.7	0.9
Japon	12'980	12'909	8'352	29.7	30.4	22.3
Autres pays d'Asie, Océanie	616	1'003	1'251	1.4	2.4	3.3
Australie, Nouvelle-Zélande	80	306	175	0.2	0.7	0.5
Total	43'635	42'461	37'493	100.0	100.0	100.0
<i>dont organisations internationales de développement (6)</i>	<i>2'800</i>	<i>2'225</i>	<i>2'500</i>	<i>6.4</i>	<i>5.2</i>	<i>6.7</i>

(1) Il s'agit de montants de 10 millions de francs au moins.

(2) Y compris la Turquie.

(3) A partir du 3 octobre 1990 sans l'ancienne RDA.

(4) Y compris l'Afrique du Sud, sans la Libye et l'Egypte. Les exportations de capitaux vers le continent africain concernent surtout l'Afrique du Sud.

(5) Y compris la Libye et l'Egypte.

(6) Banque mondiale et banques régionales de développement.

Notes: les exportations de capitaux soumises à autorisation (selon l'article 8 de la loi sur les banques) ont principalement eu lieu sous la forme d'emprunts étrangers, d'émissions de notes (reconnaissances de dettes), de crédits financiers et de crédits à l'exportation. Il convient de préciser qu'une partie importante des emprunts étrangers et des notes est acquise par des non-résidents. Ces placements-là ne peuvent pas être considérés comme de véritables exportations de capitaux.

Source: BNS, *Bulletin mensuel*.

2.5. Aperçu des relations financières avec le monde (suite)

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse (1)

1. Avoirs et engagements figurant aux bilans (2). Situation au 31 déc. 1992 et variation du solde par rapport à 1991

Pays	Avoirs A	Engage. B	Solde C = A+B	Couverture D = A/B	Var. solde E
	En millions de francs			Avoirs/Eng.	Mio Fr.
Pays membres de la BRI (3)	299'202	193'327	105'875	1.55	2'935
Belgique	9'862	8'666	1'196	1.14	1'447
Allemagne	23'914	18'016	5'898	1.33	1'635
Danemark	3'389	1'598	1'791	2.12	-1'575
Finlande	2'952	291	2'661	10.14	-263
France	20'803	16'584	4'219	1.25	-1'018
Irlande	1'359	1'293	66	1.05	-223
Italie	20'191	16'548	3'643	1.22	826
Japon	23'117	6'224	16'893	3.71	-2'176
Canada	3'851	2'563	1'288	1.50	-408
Luxembourg	8'655	13'640	-4'985	0.63	1'399
Pays-Bas	9'293	9'345	-52	0.99	1'247
Norvège	1'461	263	1'198	5.56	-487
Autriche	5'908	3'542	2'366	1.67	169
Suède	6'666	1'134	5'532	5.88	559
Espagne	7'316	6'729	587	1.09	-648
Etats-Unis d'Amérique	76'792	36'836	39'956	2.08	5'840
Royaume-Uni	73'673	50'055	23'618	1.47	-3'389
Reste de l'Europe occidentale	6'316	11'473	-5'157	0.55	-4'870
Grèce	1'085	3'281	-2'196	0.33	206
Turquie	2'354	2'184	170	1.08	344
Autres pays	2'877	6'008	-3'131	0.48	-5'420
Autres pays industrialisés	4'094	1'501	2'593	2.73	228
Australie	2'191	685	1'506	3.20	54
Nouvelle-Zélande	309	47	262	6.57	52
Afrique du Sud	1'594	769	825	2.07	122
Europe orientale	2'580	1'499	1'081	1.72	-777
Pologne	645	196	449	3.29	-113
Fédération de Russie	1'082	701	381	1.54	-3
Autres pays (y compris ex-URSS)	853	602	251	1.42	-661
Région des Caraïbes	16'279	28'332	-12'053	0.57	2'207
Bahamas	2'193	5'843	-3'650	0.38	-628
Iles Caimanes	4'801	7'849	-3'048	0.61	246
Panama	4'798	8'499	-3'701	0.56	-46
Autres pays	4'487	6'141	-1'654	0.73	1'379
Amérique Latine	13'364	15'350	-1'986	0.87	2'503
Argentine	2'335	3'173	-838	0.74	329
Brésil	4'107	3'900	207	1.05	398
Mexique	3'449	1'354	2'095	2.55	1'340
Autres pays	3'473	6'923	-3'450	0.50	436
Report	341'835	251'482	90'353		2'226

2.5. Aperçu des relations financières avec le monde (suite)

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse (1)

1. Avoirs et engagements figurant aux bilans (2). Situation au 31 déc. 1992 et variation du solde par rapport à 1991

Pays	Avoirs	Engage.	Solde	Couverture	Var. solde
	En millions de francs			Avoirs/Eng.	Mio Fr.
Report	341'835	251'482	90'353		2'226
Moyen-Orient	7'253	20'957	-13'704	0.35	920
Egypte	558	2'586	-2'028	0.22	-787
Israël	700	1'786	-1'086	0.39	54
Arabie Saoudite	1'809	4'406	-2'597	0.41	393
Autres pays	4'186	12'179	-7'993	0.34	1'260
Afrique	3'652	5'393	-1'741	0.68	173
Algérie	434	384	50	1.13	-70
Libéria	1'315	1'644	-329	0.80	235
Nigéria	291	433	-142	0.67	-134
Autres pays	1'612	2'932	-1'320	0.55	142
Asie	17'129	20'653	-3'524	0.83	899
Chine (Rép. populaire)	720	1'016	-296	0.71	208
Hongkong	5'366	5'419	-53	0.99	-578
Inde	607	700	-93	0.87	325
Corée du Sud	1'128	232	896	4.86	121
Singapour	5'455	1'921	3'534	2.84	-233
Autres pays	3'853	11'365	-7'512	0.34	1'056
Autres pays	204	129	75	1.58	114
Métaux précieux	2'481	9'908	-7'427	0.25	-294
Total	372'554	308'522	64'032	1.21	4'038
Sous-totaux:					
Pays industrialisés à économie de marché	309'612	206'301	103'311	1.50	-1'707
Pays en développement (4)	57'677	90'685	-33'008	0.64	6'702
Moyen-Orient (sans Egypte)	6'695	18'371	-11'676	0.36	1'707
Région des Caraïbes	16'279	28'332	-12'053	0.57	2'207
Ensemble des autres pays	34'703	43'982	-9'279	0.79	2'788

Voir notes à la page suivante.

Notes du tableau 2.5. B.1.

- (1) Selon les comptes communiqués par 128 banques qui effectuent des opérations internationales. Les avoirs et les engagements des comptoirs (mais pas ceux des filiales) à l'étranger sont compris dans la statistique.
- (2) Une partie seulement des opérations bancaires avec l'étranger se reflète dans les bilans: les transactions que les banques effectuent pour leur propre compte. Par contre, les services que les banques rendent à la clientèle, comme la gestion de fortune, les opérations en bourse, les émissions, les opérations fiduciaires, le commerce des devises, l'ouverture d'accréditifs, les cautionnements, etc., n'apparaissent pas dans les bilans.
- (3) Banque des règlements internationaux.
- (4) La classification des pays diffère ici de celle des tableaux précédents. Les pays en développement se trouvent sous les cinq rubriques suivantes: Région des Caraïbes, Amérique latine, Moyen-Orient, Afrique et Asie.

Source: BNS, *Les banques suisses en 1992*, tableau VI, p. 38.

2.5. Aperçu des relations financières avec le monde (suite)

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse (1)

2. Avoirs et engagements à titre fiduciaire (2). Situation au 31 déc. 1992 et variation du solde par rapport à 1991

Pays	Avoirs A	Engage. B	Solde C=A+B	Couverture D=A/B	Var. solde E
	En millions de francs			Avoirs/Eng.	Mio Fr.
Pays membres de la BRI (3)	259'373	91'107	168'266	2.85	-4'104
Belgique	47'049	6'100	40'949	7.71	4'542
Allemagne	9'705	9'517	188	1.02	226
Danemark	351	130	221	2.70	-73
Finlande	62	121	-59	0.51	-238
France	28'624	15'513	13'111	1.85	-980
Irlande	176	796	-620	0.22	-183
Italie	5'564	21'617	-16'053	0.26	-1'195
Japon	917	685	232	1.34	-1'317
Canada	5'041	1'891	3'150	2.67	-963
Luxembourg	51'736	1'698	50'038	30.47	-3'504
Pays-Bas	37'567	2'872	34'695	13.08	4'476
Norvège	15	183	-168	0.08	26
Autriche	1'568	1'306	262	1.20	195
Suède	1'367	543	824	2.52	-568
Espagne	1'093	7'031	-5'938	0.16	159
Etats-Unis d'Amérique	1'864	8'112	-6'248	0.23	-2'131
Royaume-Uni	66'674	12'992	53'682	5.13	-2'576
Reste de l'Europe occidentale	1'482	11'756	-10'274	0.13	-453
Grèce	15	4'847	-4'832	0.00	-281
Turquie	203	2'684	-2'481	0.08	132
Autres pays	1'264	4'225	-2'961	0.30	-304
Autres pays industrialisés	182	1'343	-1'161	0.14	138
Australie	92	679	-587	0.14	91
Nouvelle-Zélande	0	44	-44	0.00	38
Afrique du Sud	90	620	-530	0.15	9
Europe orientale	4	403	-399	0.01	-201
Pologne	4	37	-33	0.11	5
Fédération de Russie	0	194	-194	0.00	-140
Autres pays (y compris ex-URSS)	0	172	-172	0.00	-66
Région des Caraïbes	8'492	33'153	-24'661	0.26	-735
Bahamas	5'639	4'182	1'457	1.35	-900
Iles Caïmanes	2'398	3'388	-990	0.71	153
Panama	270	19'907	-19'637	0.01	1'253
Autres pays	185	5'676	-5'491	0.03	-1'241
Amérique Latine	656	15'419	-14'763	0.04	2'307
Argentine	92	3'934	-3'842	0.02	953
Brésil	73	5'257	-5'184	0.01	525
Mexique	142	1'565	-1'423	0.09	395
Autres pays	349	4'663	-4'314	0.07	434
Report	270'189	153'181	117'008		-3'048

2.5. Aperçu des relations financières avec le monde (suite)

B. Avoirs et engagements à l'étranger des banques établies en Suisse (1)

2. Avoirs et engagements à titre fiduciaire (2). Situation au 31 déc. 1992 et variation du solde par rapport à 1991

Pays	Avoirs	Engage.	Solde	Couverture	Var. solde
	En millions de francs			Avoirs/Eng.	Mio Fr.
Report	270'189	153'181	117'008		-3'048
Moyen-Orient	96	39'204	-39'108	0.00	68
Egypte	0	1'548	-1'548	0.00	114
Israël	23	2'253	-2'230	0.01	13
Arabie Saoudite	13	13'934	-13'921	0.00	-279
Autres pays	60	21'469	-21'409	0.00	220
Afrique	127	10'495	-10'368	0.01	28
Algérie	5	427	-422	0.01	-9
Libéria	64	5'732	-5'668	0.01	102
Nigéria	2	654	-652	0.00	-76
Autres pays	56	3'682	-3'626	0.02	11
Asie	1'095	8'230	-7'135	0.13	811
Chine (Rép. populaire)	0	65	-65	0.00	-3
Hongkong	541	2'518	-1'977	0.21	565
Inde	5	1'229	-1'224	0.00	28
Corée du Sud	0	140	-140	0.00	-8
Singapour	331	550	-219	0.60	254
Autres pays	218	3'728	-3'510	0.06	-25
Autres pays	6	442	-436	0.01	78
Métaux précieux	124	22	102	5.64	144
Total	271'637	211'574	60'063	1.28	-1'919
Sous-totaux:					
Pays industrialisés à économie de marché	261'037	104'206	156'831	2.51	-4'419
Pays en développement (4)	10'466	106'501	-96'035	0.10	2'479
Moyen-Orient (sans Egypte)	96	37'656	-37'560	0.00	-46
Région des Caraïbes	8'492	33'153	-24'661	0.26	-735
Ensemble des autres pays	1'878	35'692	-33'814	0.05	3'260

- (1) Selon les comptes communiqués par 128 banques qui effectuent des opérations internationales. Les avoirs et les engagements des comptoirs (mais pas ceux des filiales) à l'étranger sont compris dans la statistique.
- (2) Cette statistique concerne des opérations que les banques effectuent pour le compte et aux risques des clients. Les avoirs et les engagements fiduciaires ne figurent pas au bilan des banques.
- (3) Banque des règlements internationaux.
- (4) La classification des pays diffère ici de celle des tableaux précédents. Les pays en développement se trouvent sous les cinq rubriques suivantes: Région des Caraïbes, Amérique latine, Moyen-Orient, Afrique et Asie.

Source: BNS, *Les banques suisses en 1992*, tableau VII, p. 39.